

# **Déscolarisation : La vie brisée des petites filles**

**DOUNIA Z. MSEFFER**

À l'âge de 12 ans, alors qu'elles commencent à peine à s'ouvrir à la vie, des filles, un peu partout dans le sud du Maroc, sont déscolarisées. Les raisons invoquées sont diverses : pauvreté, éloignement des établissements scolaires... Mais ce sont surtout les mentalités conservatrices et les traditions désuètes qui ont la peau dure.

**En juillet dernier, une quarantaine de caravaniers de la Fondation Ytto sont partis à la rencontre de ces filles dans les provinces de Zagora et de Tinghir. Nous les avons accompagnés. Reportage.**

Douar El Merja. Juillet 2015. Les températures avoisinent les 47 degrés. Tout n'est que désolation dans ce désert de pierres où les scorpions et les serpents sont rois. Au milieu de ces paysages lunaires à la beauté singulière, la vie a pourtant réussi à s'imposer à la nature hostile. Nous nous trouvons dans la commune rurale de Bleida, l'une des plus pauvres de la province de Zagora. Seule une piste difficilement praticable permet d'accéder au village. Le manque d'eau oblige les autorités à approvisionner régulièrement les habitants à raison de quarante litres par jour et par maison.

Côté santé, la situation est dramatique. Le dispensaire est en piteux état. Les ordures jonchent le sol. Les salles de soins disposent à peine de lits, sales, et il n'y a ni matériel médical ni médicaments. Les médecins brillent par leur absence. "L'hôpital le plus proche se trouve à Zagora, à 60 kilomètres. Une infirmière vient de temps en temps pour dispenser des soins de base. Nous comptons deux voire trois décès de femmes enceintes par an, en plus des morts dues aux piqûres de scorpions et de serpents", témoignent Redouane Mansouri, 20 ans, et Ahmed Aït El Arabi, 21 ans, deux jeunes du douar.

Il y a une école mais elle n'a ni clôture ni cour de récréation, ni toilettes ni eau courante. Six professeurs assurent actuellement les cours de l'enseignement primaire, mais rares sont les élèves qui parviennent à poursuivre leurs études au collège ou au lycée de Zagora. Et comme ailleurs au Maroc, les premières victimes de la déscolarisation sont les filles. Toutes, à quelques exceptions près, sont déscolarisées à douze ans pour s'occuper du ménage, du bétail, de la cuisine, de la lessive, du travail dans les champs... La plupart des garçons désertent le village pour aller chercher du travail ailleurs, comme Redouane et Ahmed.

À El Merja, sept filles seulement ont eu la chance d'aller au collège à Zagora. Fouzia, âgée de quinze ans, en fait partie. Contrairement à la majorité des parents, son père a accepté d'envoyer sa fille à l'internat du collège. "Je sais que j'ai de la chance. Toutes mes amies se sont retrouvées à la maison du jour au lendemain. Elles passent leur temps à m'encourager. Pour elles, mes réussites sont aussi les leurs. Parfois, certains habitants font quelques remarques, me critiquent, colportent de fausses rumeurs, certains me font même épier à Zagora, mais heureusement mon père ne les écoute pas", raconte Fouzia.

Malika, 18 ans, est de celles qui ont quitté l'école à la fin du primaire sans réelle raison. Depuis, elle se réveille tous les jours à sept heures pour s'occuper de ses petites sœurs, préparer les repas, faire le ménage et un peu de broderie quand elle a le temps. "J'étais très bonne élève, mais à El Merja, les parents refusent que les filles sortent du village. J'ai essayé de m'y opposer, en vain. Depuis quelque temps, j'anime des cours d'alphabétisation à la mosquée du douar pour les filles et les femmes. Je leur apprend à lire, à écrire, à calculer, je leur donne quelques cours de coran. Je consolide ainsi tout ce que j'ai appris avant", dit-elle.

Et c'est justement pour dénoncer le destin de Malika et celui de Mina, Nora, Aïcha, Fatema, Safia, Naïma et tant d'autres que la Fondation Ytto pour l'hébergement et la réhabilitation des femmes victimes de violence a organisé, du 21 juillet au 4 août dernier, sa dix-septième caravane de sensibilisation, "Touda Khatoune", dans la région de Zagora et de Tinghir. Une quarantaine de jeunes venus des quatre coins du Maroc, des médecins, des juristes et des travailleurs sociaux ont sillonné les deux régions durant deux semaines en allant parfois jusqu'aux confins du Sahara marocain, malgré les fortes chaleurs. Leur objectif : offrir un espace de prise de parole où filles, garçons, femmes et hommes des différents douars peuvent s'exprimer, raconter et décrire leur vécu, leurs souffrances et leur quotidien difficile. "Notre principal objectif est de lutter contre le mariage coutumier et le mariage des mineurs. Nous voulons briser le silence autour de la violence dont sont victimes les femmes et les filles. La caravane est un observatoire ambulante qui est là pour détecter les problèmes sanitaires, juridiques et sociaux rencontrés par les populations, mais aussi pour identifier les obstacles qui entravent leur développement et essayer d'y remédier. Dans ces régions, nous avons constaté un nombre important de fillettes déscolarisées, qui, si nous ne sommes pas vigilants, peuvent être victimes de mariages forcés", explique Najat Ikhich, présidente de la Fondation Ytto.

### **Au nom de traditions désuètes**

La province de Zagora regroupe 25 communes, dont 23 rurales. Chacune d'entre elles dispose d'au moins un collège. Certaines, comme celle de Tamegroute, en comptent trois. La commune de Bleida a depuis peu un collège et un internat situés à environ 30 kilomètres d'El Merja et de Zaouiate Sidi Abdelhak, non loin de la mine de Bou Azzer, propriété du groupe Managem. Malgré cela, peu de parents se résignent à y envoyer leurs filles. Une fois au bercail, tout comme leurs mères, elles sont traitées comme des esclaves et n'ont aucun moyen de s'opposer à l'autoritarisme masculin. Leur rêve d'un avenir meilleur, celui d'être médecin, professeur ou policière, un rêve commun à toutes les centaines de petites filles rencontrées durant la caravane, s'évanouit dès qu'elles atteignent douze ou treize ans. En privant ces filles d'éducation, les hommes les maintiennent dans l'ignorance pour mieux asseoir leur pouvoir. Pour Hammou Zella, membre de la ligue marocaine pour la défense des droits de l'homme à Zagora, les progrès réalisés ces dernières années pour généraliser et rapprocher les écoles des douars n'ont pas enregistré les résultats escomptés dans la province, car l'abandon scolaire reste fort. "Les douars n'ont pas tous un collège et un internat à proximité. La pauvreté sévit fortement dans la région et il y a aussi de fortes résistances dues aux mentalités conservatrices qui vont à l'encontre des droits de la femme. C'est particulièrement visible et perceptible dans la commune rurale de Bleida, notamment à El Merja", affirme-t-il.

La situation n'est guère plus florissante, parfois même moins, dans les autres douars des provinces de Zagora et de Tinghir traversés par la caravane. Village après village, en passant par Zaouiate Sidi Abdelhaq, Ksar Bni Khalouf, Ksar Bni Sanguine, Douar Oulad Bou Youssef, Douar Al Madrasa, Bni Hayoun, Zaouiate Sidi Abdelali, Aït Ali Ousaïd, Zaouiate Sidi Moussa, Zaouaite Taferkist, Taghbalt, Anlif, M'cissi, Tazoulaït, Fezzou ou El Fecht, les caravaniers rapportent plusieurs dizaines de témoignages de filles privées de scolarité, d'espoir, d'avenir. Confinées chez leurs parents, elles attendent le jour où à nouveau, elles devront plier devant l'autorité parentale et épouser celui que leur père leur aura choisi. "Les facteurs qui entravent la scolarisation des filles dans le monde sont nombreux : il y a les contraintes économiques, la pauvreté, la fragilité des infrastructures rurales, l'absence de sanitaires, d'eau potable et de moyens de transport, la vétusté des écoles, l'inadéquation de la vie scolaire avec les spécificités du milieu rural, l'éparpillement des habitations, l'éloignement des écoles, la dureté des conditions naturelles, auxquels s'ajoutent des facteurs socioculturels et les traditions. L'ignorance par les parents des aspects positifs de l'éducation freine la scolarité des filles. Ils demeurent intimement convaincus

que l'avenir de leur enfant est de rester à la maison, car sa scolarisation risque de porter atteinte à la cohésion de la société rurale. La mixité des garçons et des filles conduit certains parents à voir l'école comme une entrave à l'avenir de leur fille dont le premier rôle reste celui d'épouse et de mère", explique Saïda Bajjou, assistante sociale à la Fondation Ytto en charge de la commission juridique et des missions sur le terrain durant la caravane. Accompagnée de quelques jeunes, elle a parcouru le désert à la recherche de douars perdus au milieu de nulle part et de femmes à secourir. "Nous recensons les principaux problèmes juridiques et sociaux et nous sensibilisons les parents à la nécessité de scolariser leurs filles. Vu leur situation, le facteur argent compte beaucoup. Aussi, nous leur expliquons que si leurs filles s'instruisent, elles pourront travailler et les prendre en charge financièrement au même titre que les garçons. La pauvreté n'est pas une excuse mais elle contribue fortement à la déscolarisation. Quand les parents reçoivent une aide financière, ils sont moins réticents et acceptent que leurs filles étudient", poursuit Saïda Bajjou. La preuve en est le programme Tayssir, mis en place en 2008 par le ministère de l'Éducation nationale, qui a eu un impact positif sur la réinsertion des élèves et a enregistré une réduction significative de l'abandon scolaire dans les régions bénéficiaires.

### **L'école contre de l'argent**

Douar Fezzou, situé à plus de 50 kilomètres de la commune de M'cissi, dans la province de Tinghir, est un village à la beauté sans égale. Les maisons sont toutes construites en terre où il fait bon s'y rafraîchir en pleine canicule. Le village est bordé par une petite oasis où trône l'ancien ksar. Malheureusement, face au chômage, au problème de l'eau et à l'avancée du désert, l'exode est la règle surtout parmi les jeunes diplômés. Toutefois, certains reviennent chez eux pour essayer de monter des projets de développement dans la région. C'est le cas de Brahim El Mahraz qui a ouvert une auberge et une petite épicerie dans son village, ou encore de Hammou Amessafi, revenu pour enseigner à Fezzou. "Malgré les traditions, les parents souhaitent que leurs enfants poursuivent leurs études. Ils savent que c'est la seule façon de leur offrir un avenir décent, mais ils n'ont pas les moyens financiers de payer les frais de transport ou de logement. Le transport scolaire n'arrive pas jusqu'ici. Et il est très difficile d'y aller à pied. Selon les autorités, la population en âge d'être scolarisée n'est pas suffisante et ne justifie pas la construction d'un collège à Fezzou. Mais c'est justement parce qu'il n'y a pas de collège qu'il n'y a pas assez d'effectifs. En plus, comme dans les douars Boudbine, El Hasira et Ou Amar, Fezzou ne bénéficie pas du

programme Tayssir, sans que l'on sache pourquoi", indique-t-il.

## **TEMOIGNAGES**

### **Mina, 16 ans, Douar Oulad Bou Youssef**

Les douars de l'oasis sont reliés au collège par trois bus qui peuvent chacun transporter 30 enfants, mais dans lesquels nous sommes entassés et mélangés entre filles et garçons. Mes parents n'étaient pas rassurés donc j'ai arrêté l'école.

### **Safia, 22 ans, Douar Al Madrasa, Tinfou**

J'ai quitté l'école à la fin du primaire sur ordre de ma grand-mère et de mon grand frère qui entretient la famille. Ils ont estimé que c'était une perte d'argent. Depuis trois ans, je tiens le coup en enseignant dans une crèche. Mais tous mes rêves et mes espoirs se sont évanouis.

### **Nadia, 21 ans, Douar Al Madrasa, Tinfou**

J'ai abandonné l'école à la fin du primaire car mon grand frère a refusé de financer mes études. J'ai quand même bataillé pour suivre des cours de broderie et de couture à Tamegroute. Je peux à mon tour l'enseigner aux autres femmes du village. J'ai seize élèves qui me paient 10 DH par cours. Je remets tout mon argent à mon père et à mon frère. C'est une façon d'acheter ma liberté. J'ai tellement envie de voyager, de voir le monde, de reprendre mes études, de m'épanouir, de vivre. Un jour, j'y arriverai.

### **Nora, 27 ans, Douar Bni Sanguine**

à 13 ans, on m'a fait arrêté l'école pour me marier à un cousin plus âgé. Aujourd'hui, je suis maman de trois filles. J'aime mes enfants mais je regrette les études. J'espère que mes filles pourront aller dans un collège à proximité.

### **Naima El Mehdi, 15 ans, Douar Oulad Bou Youssef**

C'est grâce à mon père, qui n'a pourtant même pas terminé le cycle primaire, que j'ai eu la chance de poursuivre mes études. Il m'a d'abord envoyée à Tagounite, puis à Tamegroute et aujourd'hui je suis à Zagora. Après le bac, j'aimerais faire médecine à Marrakech et revenir ensuite exercer dans mon douar. Je ne cesse d'encourager mes amies à créer une association, une coopérative et à faire quelque chose de leur vie. Car si elles ne le font pas, personne ne le fera à leur place. La femme, comme l'homme, a aussi le droit de participer au développement du pays. C'est une citoyenne à part entière avec des droits. Les temps ont changé et la société a évolué. Il est temps que les parents le comprennent.

### **Mohamed, père de quatre filles, Douar Tazoulayte**

Je voudrais que mes filles étudient mais pour cela, elles devront se rendre à

M'cissi à 15 km, puis au lycée à Anlif et ensuite à l'université à Agadir. Comment faire quand nous avons des difficultés au quotidien et que je me sacrifie déjà pour que mes fils étudient ? Le cadet est d'ailleurs actuellement à Agadir. Mais les filles et les garçons, ce n'est pas la même chose. Les filles sont victimes de harcèlement. Et puis, le chômage n'épargne pas les jeunes diplômés. Je refuse que ma fille soit confrontée à cela. Si au moins on bénéficiait du programme Tayssir comme les autres communes, les choses pourraient être différentes.

En mai 2014, une marche a été organisée jusqu'à M'cissi par les femmes de Fezzou et des autres douars avoisinants pour dénoncer la marginalisation de la région et l'absence, dans leur commune, du programme Tayssir. Femmes, hommes, jeunes et moins jeunes ont participé à la manifestation qui a bloqué la route principale vers M'cissi. "Tout le monde est pauvre ici. C'est à peine si nous survivons : nous n'avons pas d'eau et juste de quoi nous nourrir. Nous n'avons pas les moyens d'envoyer nos enfants au collège. Nous avons protesté parce que nous refusons qu'ils restent ici à mourir de faim toute leur vie. Ils ont le droit aussi à une vie digne", s'indigne Fatima, maman de quatre enfants.

À Ksar El Fecht, dans la commune rurale d'El H'ssiya, à seulement une quinzaine de kilomètres des frontières algériennes, le temps semble s'être arrêté. Cela fait à peine trois mois qu'un passage a été ouvert sur la piste principale permettant de relier le village aux autres douars. Dans cet endroit déserté par tous les hommes en âge de travailler, la misère est partout. Seuls les hommes et les enfants sont à l'extérieur. Les femmes, elles, sont cachées dans les maisons. Comme partout ailleurs, les services médicaux font défaut et la déscolarisation touche l'ensemble des jeunes filles. "C'est l'État qui ne veut pas les éduquer. Sur mes deux filles, une seule va à l'école. Moi qui suis analphabète, j'en sais plus qu'elles. Je préfère les marier et qu'elles fondent leur propre famille plutôt que de croupir à la maison ou de se dévergondent. L'État n'a qu'à bâtir des collèges à proximité et mettre en place le transport scolaire jusqu'ici. Il faut que le ministère contrôle les écoles et les professeurs, évalue les élèves et augmente les effectifs. Un seul professeur ne peut pas assurer une classe à cinq niveaux. Ces enfants représentent l'avenir. Ce sont eux qui vont bâtir le futur de ce pays. Mais au lieu de les instruire, on préfère donner des cours d'alphabétisation à des vieux comme moi. Cela n'a pas de sens !", tempête Ahmed, 60 ans, appuyé par les autres habitants du douar.

### **Un papa hors du commun**

Hassan El Mehdi, âgé de 51 ans, est triporteur à Douar Oulad Bou Youssef dans la province de Zagora. Les quelques années passées sur les bancs de l'école ont suffi à lui faire comprendre que les études sont la clé de la réussite. Papa de cinq enfants dont trois filles, Hassan se bat pour leur offrir un avenir meilleur. Ces deux fils aînés sont sur le point d'obtenir leur

baccalauréat. Malgré la pression sociale subie par sa famille, les mentalités rétrogrades, l'insécurité, l'absence d'infrastructures d'accueil et de collège à proximité, sa fille de 15 ans, Naïma, étudie aujourd'hui à Zagora après avoir obtenu une bourse d'excellence.

“Naïma est la première fille de Douar Oulad Bou Youssef à poursuivre ses études au-delà du premier cycle. À la fin du primaire, elle a obtenu les meilleures notes de toute la région. Je l'ai donc envoyée chez des proches à Tagounite, à 60 km, où elle a étudié 3 ans. L'école ne se trouvait qu'à 1,5 km. Elle a réussi avec brio. Elle a ensuite passé une année à Dar Taliba à Tamegroute, puis elle est partie à Zagora. L'envoyer loin de la maison n'a pas été facile. La plupart des habitants essayaient de me décourager. Dans cette région, les gens ne voient pas l'intérêt de faire étudier leur fille. Pour eux, sa place est à la maison, dans la cuisine, avec ses enfants et son mari. Plusieurs amies de ma fille ont abandonné leur scolarité et sont mariées. J'essaie de convaincre leurs parents de leur faire réintégrer l'école mais ils refusent pour la plupart. Ma femme aussi était contre au départ. Elle disait que notre fille allait mal tourner. Mais j'ai confiance dans l'éducation que j'ai donnée à mon enfant. Je ne vais pas la priver d'avenir par peur qu'elle fasse quelque chose de mal ou qu'il lui arrive quelque chose”, explique-t-il. Nouhaila, sa plus jeune fille, est actuellement en dernière année de primaire. Elle aussi, dans quelque temps, quittera le foyer familial. “Je suis prêt à tous les sacrifices pour mes filles. Elles font ma fierté. Peu importe le métier qu'elles choisiront, je serai toujours là. C'est la seule façon de leur ouvrir des perspectives d'avenir qui les aideront dans leur future vie de femme”, conclut-il.

Signataire de toutes les conventions internationales, le Maroc a depuis plusieurs années déployé des moyens importants pour généraliser l'enseignement de base aux populations enclavées, sans pour autant éradiquer la déscolarisation des petites filles et l'abandon scolaire. à qui la faute ? Aux parents ? à l'État ? Aux traditions ? En attendant de trouver le responsable, ce sont des centaines de vies qui sont brisées et interrompues. “Il y a urgence. Privées d'école, ces filles ont plus de risque d'être mariées très jeunes, de subir des relations sexuelles non consenties et des maternités à répétition qui peuvent leur être fatales. Il faut agir et vite car le Maroc est en train de créer une armée d'analphabètes qui peut être manipulée à mauvais escient”, conclut Saïda Bajjou.